

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 30/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



DEPOT BENNES SERVICE

Lieu-dit : Grandalisse Nord
291 impasse du Belvédère
69124 COLOMBIER SAUGNIEU

Références : UD-R-SSDAS-22-101-LL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2022 dans l'établissement DEPOT BENNES SERVICE implanté Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 COLOMBIER SAUGNIEU. L'inspection a été annoncée le 13/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite faite suite à une mise en demeure du 2 juillet 2021, dont le délai de retour à la conformité était au plus tard le 2 janvier 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOT BENNES SERVICE
- Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 COLOMBIER SAUGNIEU
- Code AIOT dans GUN : 0006108405
- Régime : A
- Statut Seveso : non

La société DÉPÔT BENNES SERVICES (DBS) exploite à COLOMBIER-SAUGNIEU une activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009, modifié par arrêté préfectoral en 2014 et 2017. Une augmentation d'activité et une extension des surfaces exploitées (à périmètre cadastral ICPE identique) a été actée dans l'AP de 2017 : passage de 57 300 t à 76 500 t de déchets réceptionnées par an sur le site, ainsi que l'entreposage de 20 000 m³ de déchets inertes au lieu de 6000 m³ auparavant.

Lors de la visite d'inspection du 20 mai 2021, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il s'apprêtait à faire d'importants travaux de modernisation de son site. Cette visite a donné lieu à une mise en demeure laissant 6 mois, à compter du 2 juillet 2021, à l'exploitant pour revenir à la conformité réglementaire, en incluant le cas échéant la régularisation de l'activité non déclarée sur une parcelle attenante au site ICPE.

Les principaux déchets que le site reçoit sont des déchets de chantiers du BTP, pour un flux maximal annuel de 76 500 tonnes. Environ 50 % des déchets reçus sont collectés par des moyens logistiques propres à DBS, dont des bennes de chantier.

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble de bureaux / locaux du personnel à l'entrée,
- une zone de tri / entreposage de 8000 m², pour les gravats inertes, avec un broyeur concasseur,
- une zone de dépôt des déchets entrant, et de tri à la pelle mécanique, d'une surface d'environ 1500 m², avec mur métallique de 7 m de hauteur,
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de tri en extérieur,
- un équipement de tri du bois d'œuvre (séparation de bois A et B en cabine de tri)
- un broyeur mobile bois / végétaux
- une nouvelle zone extérieure d'entreposage de déchets (extension 2021/22) du site, imperméabilisée, sur une surface d'environ 20 000 m² de la parcelle ZS260 d'une superficie totale de 24 500 m². Une nouvelle clôture (mur béton surplombé de barbelés) a été apposée en périphérie Est et Sud de cette parcelle.
- un nouveau bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m³ au lieu de 1500 m³ pour le précédent, qui était situé au même endroit,
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m³, inchangé.

Le site dispose d'un accès principal au nord et d'un accès « pompier » au sud, chemin de la Chaume. Le site dispose d'une aire de lavage de ses véhicules, reliée au réseau d'eau usées, et d'un système d'arrosage automatique des voiries afin de limiter la poussière. Les deux points de rejet (eaux de ruissellement, eaux domestiques) sont situés à l'entrée Nord du site.

L'exploitant prévoit par ailleurs, en 2022, l'implantation d'une nouvelle « chaîne de tri » à l'Est des 2 bâtiments existants, ceux-ci devenant par la suite des zones de stockage de matériaux issus du tri, nécessitant d'être protégés des intempéries (cartons, plâtre...). L'exploitant indique vouloir traiter 100 000 t de déchets en 2022 et 150 000 t en 2025, grâce à cette nouvelle chaîne de tri d'une capacité de tri de 500 t par jour, en un poste.

Par demande d'examen au cas par cas associée à un porter à connaissance en date du 10 janvier 2022, l'exploitant a engagé la procédure de régularisation administrative. La demande d'examen au cas par cas a fait l'objet d'une décision de dispense de nouvelle évaluation environnementale, par l'autorité environnementale, en date du 17 février 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conventions de rejets des eaux	AP Complémentaire du 09/05/2017, article Annexe 2 point 3	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
périmètre ICPE non respecté	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1	/	Levée de la mise en demeure de juillet 2021
Stockages extérieurs non conformes	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1	/	
bassin de rétention non conforme	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1	/	
hauteur des tas et suivi du volume entreposé	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13 iV	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site DBS de Colombier Sagnieu a entamé à la fois une extension cadastrale, un projet de nouveau centre de tri et une régularisation administrative. Les investissements et travaux en cours en 2021 et 2022 permettent de lever la mise en demeure du 02/07/2021. Les sur-stockages temporaires constatés lors de la présente visite d'inspection ont été maîtrisés puis réduits dans les semaines qui ont suivi la visite d'inspection.

Le site doit faire l'objet d'une mise à jour de ses prescriptions et de ses garanties financières, d'ici fin 2022. L'augmentation importante de la surface imperméabilisée augmente significativement la quantité d'eau à rejeter hors du site et l'exploitant a 3 mois pour établir une convention de rejet avec le gestionnaire du réseau public concerné par son rejet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : périmètre ICPE non respecté

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1
Prescription contrôlée : avant le 2 janvier 2022, respecter le périmètre d'exploitation de son installation tel que défini dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2009 soit en remettant en état la partie de la parcelle ZS 260 exploitée sans autorisation, ce qui comprend notamment une évacuation des déchets, une mise en sécurité du site et un dossier de cessation d'activité soit en déposant une demande d'extension de son site pour les activités réalisées sur la zone sud de la parcelle ZS 260.
Constats : L'exploitant a déposé un Cerfa 14734-3 (Demande d'examen préalable à la réalisation d'une étude d'impact) assorti d'un porter à connaissance, en date du 10 janvier 2022. Lors de la visite, l'Inspection constate que l'exploitant a procédé à l'aménagement définitif de la parcelle ZS260 sud d'une surface totale de 2,45 ha, dont il est propriétaire depuis 2018. L'exploitant a indiqué avoir en moyenne surélevé de plus d'1 m d'épaisseur (80cm de matériaux inertes de sa production, 20 cm d'enrobés) le terrain initial, qui recouvrait l'ancienne décharge. L'exploitant disposait d'un stock de matériaux inertes très important pour réaliser cet aménagement. La pente de 3 % est orientée de l'Est vers l'Ouest. Cette nouvelle parcelle imperméabilisée est relié au nouveau bassin principal, dans lequel les eaux de ruissellement convergent. Par demande d'examen au cas par cas associée à un PAC en date du 10 janvier 2022, l'exploitant a engagé la procédure de régularisation administrative. La demande d'examen au cas par cas a fait l'objet d'une décision de dispense de nouvelle évaluation environnementale, par l'autorité environnementale, en date du 17 février 2022.
Type de suites proposées : levée de la mise en demeure

Nom du point de contrôle : Stockages extérieurs non conformes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1
Prescription contrôlée : évacuer avant le 2 janvier 2022, la totalité des déchets non inertes qui se trouvent sur la zone nord de la parcelle ZS 260 pour une surface autorisée de 8000 m ² conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2017, ou présenter un porter à connaissance de reconfiguration de cette zone en cohérence avec l'activité menée et la rubrique ICPE correspondante
Constats : L'Inspection des installations classées a constaté que l'emprise de 8000 m ² comporte plusieurs milliers de m ³ de déchets inertes. L'exploitant indique que 18 215 tonnes de terres et cailloux, et 3645 t de gravats inertes étaient présents sur le site au 31 décembre 2021. Compte tenu de la densité de ces déchets, estimée à 1,8, l'exploitant respecte le volume maximum de 20 000 m ³ pour cette parcelle de 8000 m ² .
Type de suites proposées : levée de la mise en demeure

Nom du point de contrôle : bassin de rétention non conforme

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1
Prescription contrôlée : Avant le 2 janvier 2022, curer intégralement son bassin de rétention des eaux d'une capacité de 1500 m ³ , justifier son étanchéité et le réparer si nécessaire, puis présenter à l'inspection une procédure de vidage du trop-plein de son bassin conformément à son arrêté préfectoral, et notamment les articles 6, 16.1 et 16.3 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2009, en lien avec la collectivité gestionnaire du réseau d'eaux pluviales de la zone d'activité.
Constats : L'exploitant a procédé à l'extension du bassin existant, après un curage complet des boues qu'il contenait. Il a fait agrandir ce bassin vers le sud et ajouté du côté nord, une canalisation y déversant les eaux de ruissellement collectées sur la nouvelle plate-forme imperméabilisée de 2,45 ha. L'exploitant a fourni à l'inspection une procédure simple de maîtrise du niveau du bassin et de contrôle avant rejet, avec une alerte visuelle lorsque le bassin atteint 2000 m ³ d'eau, sa capacité étant annoncée à 3100 m ³ . Ceci est conforme à l'annexe 2 de l'arrêté du 10 novembre 2009 modifié, prévoyant au moins 1000 m ³ de capacité de remplissage disponible. Les pompes de relevage n'ont pas été changées, ainsi le débit en sortie reste identique.
Type de suites proposées : levée de la mise en demeure

Nom du point de contrôle : hauteur des tas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article article 13 iV
Prescription contrôlée : Rubrique 2713, 2714 et 2716, régime de l'Enregistrement IV. Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : La hauteur des déchets non dangereux non inertes sur site ne doit pas excéder 6m. Lors de la visite, cette hauteur est dépassée à plusieurs endroits, particulièrement en zone sud de la nouvelle parcelle aménagée (ZS260), sur un stock de déchets non dangereux non inertes appelé par l'exploitant fraction 15/90 et relevant de la rubrique 2716. Les quantités maximum de déchets ressortant des rubriques 2714 et 2716 sont exprimés en m ³ . L'exploitant comptabilise uniquement des tonnes et ne fait pas, sous forme écrite, l'état des volumes exprimés en m ³ , présents sur son site. L'exploitant ne dispose pas lors de la visite de moyens nécessaires à l'évaluation rapide de la hauteur des tas, lorsqu'ils ne sont pas accolés à un mur, ni du volume de ses stocks tels que bornes ou piges. Il indique en séance s'en équiper dans les prochains jours et transmettre à l'Inspection la preuve de la limitation des tas à 6m. L'exploitant a transmis le 8/02/2022 les photos et moyens mis en oeuvre pour le respect de cette prescription. L'écart est soldé.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : suivi du volume entreposé

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/11/2009 modifié, article 27.6.3 et article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 9/05/2017

Prescription contrôlée :

En aucun cas, les quantités stockées ne doivent être supérieures aux valeurs précisées à l'article 2.2 du présent arrêté.

L'exploitant tient quotidiennement à jour un état des stocks de déchets présents sur son site et s'assure du respect des quantités autorisées.

Les quantités maximales autorisées de déchets présentes sur le site sont :

- 5 tonnes de D3E (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques),
- 0,2 tonnes de batteries,
- 0,12 tonnes de DMS (Déchet Ménager Spécial),
- 800 tonnes de déchets non dangereux en mélange ;
- 250 tonnes de refus de tri,
- 2030 m³ de déchets de bois dont déchets de bois broyés,
- 80 m³ de papiers/cartons,
- 100 m³ de plastiques,
- 50 t de végétaux,
- 3000 tonnes de terres et gravats non dangereux non inertes,
- 20000 m³ tonnes de terres et gravats inertes dont maximum 5000 m³ nécessitant un stockage en ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a fourni un tableau des stocks à la date du 31/12/2021. Ce tableau est uniquement en tonnes et ne fait pas le lien avec le tableau des rubriques du site (mis à jour dans l'APC du 9 mai 2017). Les rubriques 2714 et 2716 impliquent de faire un calcul en m³, ce qui n'est pas fait sur le site lors de la visite.

Chaque jour, l'exploitant peut présenter un tableau Entrées / sorties, en tonnes, à la bascule. Mais ce tableau ne donne aucune indication sur les transferts de déchets internes au site, du fait des opérations de tri effectuées. Ainsi le cumul des stockages visibles sur le site, hormis le stock en attente du premier tri, n'a que peu de lien avec ces données journalières.

Lors de la présente visite, la nouvelle parcelle ZS260 comporte :

- au sud-Est, 3 stocks de déchets pré-triés, de nature assez homogène, à dominante minérale mais comportant des morceaux de bois, plastiques divers, plâtres... La quantité totale est d'environ 10 000 m³, sous rubrique 2716, la densité étant estimée à 0,8, la quantité actuelle est d'environ 8000 tonnes.
- au centre, l'activité de tri-broyage de bois, environ 1500 m³, sous rubrique 2714
- au nord, un stock de 400 m³ de déchets végétaux sous rubrique 2716.

L'exploitant indique devoir stocker de façon temporaire une quantité importante de « 15-90 » qu'il compte trier dès que sa future chaîne de tri sera installée, celle-ci étant capable selon lui de traiter 500 t par jour. L'exploitant indique par ailleurs qu'en l'état, ce stock n'est plus admissible en ISDND car comportant une part trop importante de déchets valorisable. Il doit donc faire l'objet d'un nouveau tri afin d'en extraire la part valorisable (inertes, bois).

Le tableau ci-dessous présente une estimation de l'Inspection, acceptée par l'exploitant, par rapport au stock visible lors de la visite, pour la rubrique 2716 :

Type de déchet	Emplacement sur le site	Volume estimé par IIC (m ³)	Volume max APC 9/5/2017, en m ³	Rubrique ICPE	Estimation IIC du tonnage au 1 ^{er} fevr	Tonnage déclaré au 31/12/2021 par l'exploitant
Fraction « 15/90 » *	Nouvelle plateforme ZS260, au sud-est	10000		2716	8000	3230
Fraction > 90, lourde	Derrière le mur acier	500		2716		
Refus de tri	Bâtiment B	200	1040			87
Plâtre	Devant bâtiment B	200	50			225
Déchet entrant	Le long du mur en acier, devant les bâtiments A et B	2000	3500			816
Végétaux	Nouvelle plateforme ZS260, au nord	400	500			
	TOTAL	13300	7090			

* cette fraction « 15/90 » sort du trommel de la chaîne de tri actuelle et est stockée en attente de tri ultérieur.

Le dépassement des quantités stockées pour la rubrique 2716 est supérieur :

- au volume autorisé par l'arrêté préfectoral en vigueur (7090 m³)
- au volume que l'exploitant demande dans son PAC du 10/01/2022, soit 12 750 m³ pour cette rubrique 2716.

L'exploitant indique avoir augmenté son stock du fait de l'extension réalisée et de façon temporaire pendant la phase de travaux préalable à la construction de la nouvelle chaîne de tri.

Suite aux demandes de l'Inspection, l'exploitant a transmis chaque semaine le tableau des stocks actualisé, avec des photos. Le sur-tri de son stock de 15/90 avec des machines louées temporairement a démarré fin février. Au 22 mars 2022, le stock sous rubrique 2716, s'établit à 11 250 m³ et est revenu sous le volume que l'exploitant demande dans son PAC du 10/01/2022 (12 750 m³). L'exploitant a désormais un suivi hebdomadaire de ses stocks de déchets non dangereux non inertes.

Suite au porter à connaissance reçu le 10/01/2022 et aux compléments demandés, une mise à jour de l'arrêté préfectoral est prévue d'ici fin 2022 afin d'actualiser le calcul des garanties financières, associé aux quantités maximales pouvant être présentes sur le site après son extension.

Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Conventions de rejets des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2017, article Annexe 2 point 3
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une convention de rejet pour chaque exutoire. Rejet 1 : eau en provenance du bassin principal Rejet 2 : eau vanne domestique (locaux du personnel, bureaux) et de l'aire de lavage
Constats : L'exploitant avait entrepris des démarches auprès des gestionnaires de réseau en 2016, qui n'ont pas eu de suite à ce jour. Il a relancé en janvier 2022 les 2 gestionnaires : - Communauté de Communes de l'Est Lyonnais, pour le rejet n°1 (eaux de ruissellement) - SOGEDO, Agence de Colombier-Saugnieu, pour le rejet n°2 (eaux vannes et lavage véhicules) ; SOGEDO étant le délégataire de la commune de COLOMBIER SAUGNIEU pour la gestion du service de distribution d'eau potable et le traitement des eaux usées. S'agissant du rejet n°1 issu du grand bassin, l'augmentation importante de la surface imperméabilisée (20 000 m ² supplémentaire) augmente significativement la quantité d'eau à rejeter hors du site. L'exploitant a obtenu de la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais l'examen de sa demande de conventionnement. Celle-ci devait être examinée en commission le 22 février 2022. L'exploitant transmet les deux conventions signées sous un délai de 90 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites